



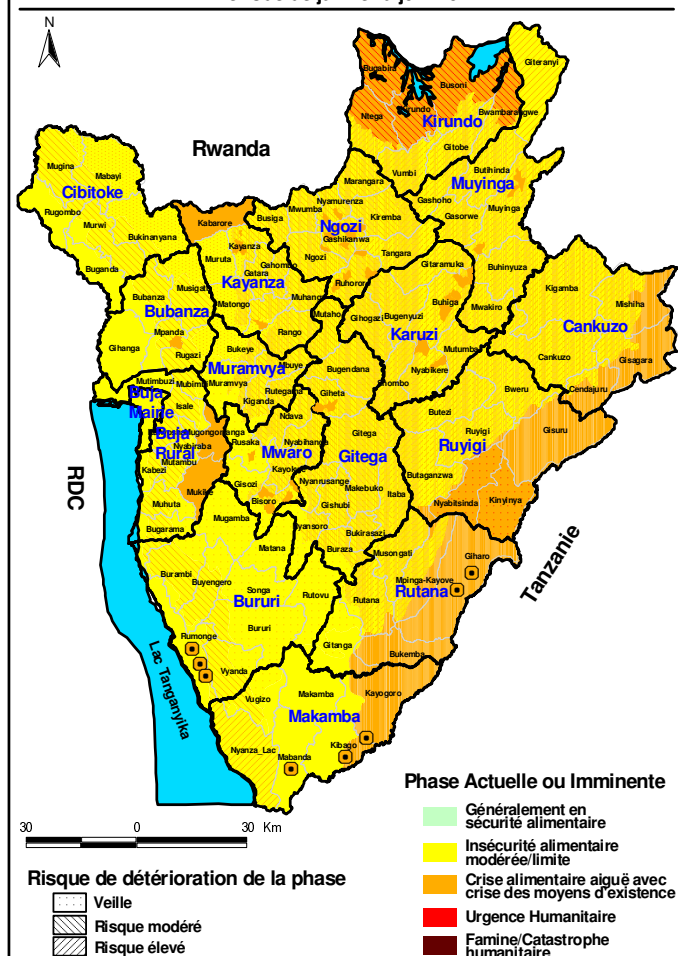
Système d'Alerte Précoce

Surveillance de la Sécurité Alimentaire au Burundi - SAP/SSA

Bulletin n°101/Mars 2011

Publication/Avril 2011

Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire au Burundi
Période de janvier à juin 2011



► Le UNHCR indique avoir facilité le rapatriement de 771 personnes, ce qui porte à 511 244 le nombre de personnes rapatriées depuis le début du programme en 2002 de rapatriement du UNHCR au Burundi ... ;

► La pluviométrie globalement suffisante enregistrée en mars 2011 a permis de finaliser la mise en place de la saison 2011 B, le retard des pluies a néanmoins perturbé cette activité dans la région naturelle du Moso ... ;

► L'aspect végétatif est prometteur de bonnes récoltes dans les provinces du Centre/Nord et Centre/Est du pays si les pluies se maintiennent jusqu'en mai 2011, ce qui sera le cas d'après les prévisions météorologiques de l'IGEBU ... ;

► En plus des problématiques de déficit hydrique, de mosaïque sévère du manioc et de réinsertion socio-économique des rapatriés, la confirmation du développement du flétrissement bactérien du bananier augmente le risque d'insécurité alimentaire à l'est du pays, qui est déjà en phase III de Crise alimentaire aiguë et Crise des moyens d'existence ... ;

► La période de soudure alimentaire en cours est adoucie par les récoltes précoces de patate douce, consommées avec des feuilles de haricot et de manioc, à l'exception de l'est du pays qui risque de connaître une prolongation de cette période de soudure ... ;

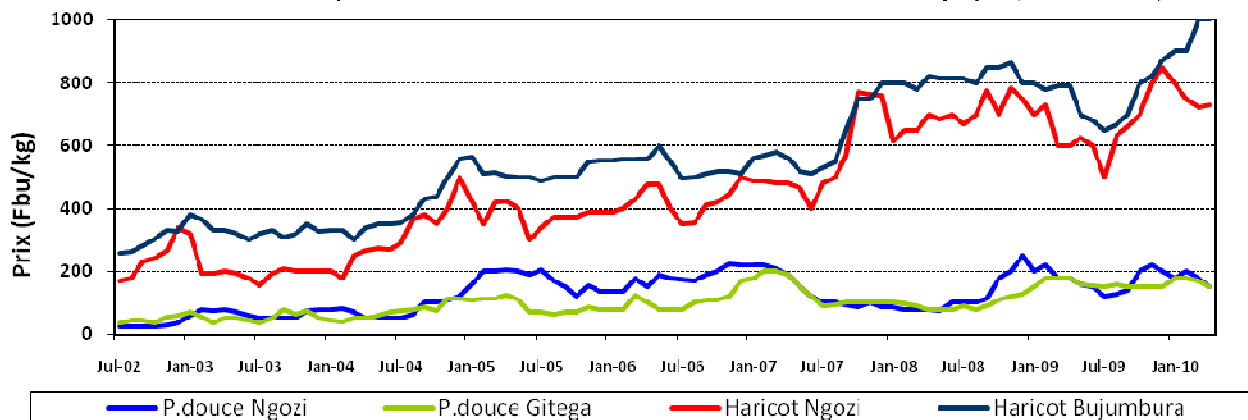
► L'assistance en intrants agricoles d'urgence pour la saison 2011 B est octroyée à 167 109 ménages les plus vulnérables ... ;

► Le bureau du PAM-Burundi a distribué 1 626 tonnes de vivres à 244 531 bénéficiaires au cours du mois de mars 2011 et accusera un déficit de 1 922 tonnes, toutes denrées confondues pour le projet de développement CP 200119, entre mai et octobre 2011... ;

► Selon l'UNICEF, une augmentation saisonnière des cas d'admissions dans les services nutritionnels fonctionnels est observée depuis fin 2010, plus importante dans les provinces les plus vulnérables à l'insécurité alimentaires ... ;

🔍 A lire dans le bulletin...

Evolution des prix des denrées vivrières sur les marchés du pays (2002-2010)



Ce bulletin mensuel a pour but de prévenir des crises alimentaires graves et de relater l'évolution de la sécurité alimentaire sur le territoire national. Il émane d'une collaboration entre la FAO, OCHA, PAM, UNICEF, MINAGRIE et ONG opérationnelles sur le terrain, avec l'appui des bailleurs et notamment la Délégation de l'UE.



Contacts SAP/SSA : ernest.manirambona@fao.org; Methode.Niyongendako@fao.org

1. Situation sécuritaire et mouvements de populations

Au cours du mois de Février 2011, le HCR a facilité le retour de 771 personnes venant de la Tanzanie dont 289 individus réfugiés en 1972, 480 de 1993 et 2 spontanés. Depuis 2002 jusqu'au 28 février 2011, le HCR a enregistré un total de 511 244 personnes rapatriés.

A la fin du même mois, le HCR enregistrait un cumul de 1 330 réfugiés congolais dans le processus de rapatriement volontaire entamé depuis le mois d'octobre 2010 dans le cadre du rapatriement volontaire des ressortissant Congolais réfugiés au Burundi.

2. Situation pluviométrique

Le mois de mars 2011 a été caractérisé par une pluviométrie globalement abondante avec une tendance excédentaire. Néanmoins, les Dépressions de l'Est (région naturelle du Moso) ont connu une fois de plus des déficits hydriques jusqu'au début du mois de mars, conséquence

du phénomène La Niña. Ce retard des pluies a par ailleurs perturbé la mise en place de la saison 2011 B chez les ménages vulnérables qui ont entretemps consommé leurs semences (production propre, produits achetés ou issus de l'assistance humanitaire). Ce choc climatique survient après d'importants déficits hydriques fin 2010 qui avaient déjà fortement réduit les récoltes de la saison 2011 A.

Les pluies diluviennes survenues en mars 2011 étaient parfois accompagnées de grêle destructrice pour les cultures. C'est le cas de celles ayant tombées en dates des 23 et 24 mars en province Ruyigi dans les communes de Butaganzwa, Nyabitsinda et Kinyinya, emportant les cultures de plus de 3 000 ménages. Nous rappelons que la grêle avait déjà détruit les récoltes des cultures de la saison 2011 A pour des milliers de ménages en hautes et moyennes altitudes.

En termes de perspectives, des pluies normales avec une tendance à l'excès devraient prévaloir jusqu'en mai 2011, d'après l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU). Cette tendance des pluies abondantes le long de la saison 2011 B est également confirmée par FEWSNET.

3. Situation agricole

Le mois de mars correspond à la fin de la mise en place de la saison B, la plus importante au Burundi et qui représente 50% des productions nationales, suivie par la saison A (35%) et C (15%) pratiquée dans les marais et bas fonds. Les cultures issues des premiers semis de haricot sont au stade de préfloraison du centre vers le nord et vers l'ouest du pays et présentent un aspect végétatif prometteur de bonnes récoltes. L'aspect végétatif des cultures est globalement bon, malgré des endroits où les fortes pluies causent des dégâts aux cultures du haricot, car l'excès d'humidité est favorable au développement de champignons pathogènes.

Pour les zones classées en phase III par l'analyse IPC 2011 A, le bon aspect végétatif des cultures est un facteur d'une possible amélioration dans les Dépressions du Nord

(région naturelle de Bugesera), si les pluies demeurent régulières jusqu'en mai 2011. Par ailleurs, ces conditions climatiques favorables rentabilisent l'assistance agricole d'urgence octroyée aux ménages les plus vulnérabilisés par les catastrophes naturelles antérieures.

En substance : le champ de haricot prometteur de madame Ndikumana Jacqueline, bénéficiaire des foires aux semences organisées par la FAO en commune Bugabira,



Kirundo/Bugabira, colline Gihinini, veuve bénéficiaire de l'assistance agricole de la FAO, saison 2011B – fin mars 2011

colline Gihinini.

Par contre le risque de très faibles récoltes reste élevé dans les Dépressions de l'Est, aussi en phase III de Crise alimentaire aiguë et crise des moyens d'Existence pour la période du premier semestre de 2011. Le retard des pluies a perturbé la mise en place de la saison 2011 B, comme décrit précédemment.

En plus de ces problématiques d'aléas climatiques et de mosaïque sévère du manioc qui persistent, le flétrissement bactérien du bananier déclaré dans les provinces de Cankuzo, Makamba, Ruyigi, Rutana et Bubanza, va compliquer l'accès alimentaire des ménages vulnérables en général et de ceux des Dépressions de l'est en particulier. La commission de lutte contre cette maladie, composée du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, de la FAO, l'ISABU et le projet CIACLA (Consortium for Improving Agriculture-based Livelihoods in Central Africa), prévoit une étude exhaustive de la prévalence de la maladie en juin 2011. En raison de sa sévérité, cette maladie du flétrissement bactérien du bananier détruit des champs entiers et a une forte incidence sur la sécurité alimentaire des ménages affectés.



Makamba/Kibago, champs de bananier détruit par le flétrissement bactérien – fin mars 2011

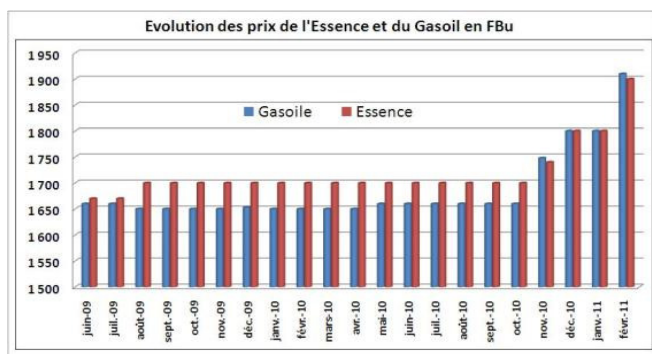
4. Disponibilité et accès alimentaires

La période de soudure alimentaire, marquée par de très faibles, voire même l'absence des stocks alimentaires et un très faible accès alimentaire, débute au mois de mars après épuisement des faibles stocks issus des récoltes de la saison A. La période de soudure en cours repose sur un bilan alimentaire déficitaire de 490 000 tonnes d'équivalents céréales établi pour la période comprise entre janvier et juin 2011, d'après le rapport de la mission conjointe d'évaluation des récoltes de la saison 2011 A composée par le MINAGRIE, la FAO, le PAM, l'UNICEF et les autres institutions œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire.

L'un des mécanismes adoptés par accéder à l'alimentation en cette période de soudure est l'achat des vivres. Ce mécanisme est néanmoins confronté à des prix très élevés pour les faibles revenus des ménages. L'augmentation des prix est principalement provoquée par une faible contribution des récoltes aux marchés, suite à la chute continue des productions agricoles individuelles. Les marchés sont ainsi pourvus à partir des importations alimentaires, en provenance des pays de la sous-région : la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda essentiellement. Le riz importé provient essentiellement des pays asiatiques.

En plus de la faible capacité de l'offre, deux raisons majeures militent pour la hausse des prix des produits alimentaires importés : l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliquée depuis 2010 et l'augmentation du prix des produits pétroliers. En effet, l'intégration du Burundi au sein de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est (East African Community) impose les mêmes normes économiques dans les pays partenaires, dont l'application de la TVA sur les produits alimentaires, qui en étaient auparavant exempts. L'application de cette loi pourrait être l'une des raisons majeures de la chute de 30% des prévisions d'importations pour le premier semestre 2011, d'après le rapport des récoltes et approvisionnements alimentaires de janvier 2011.

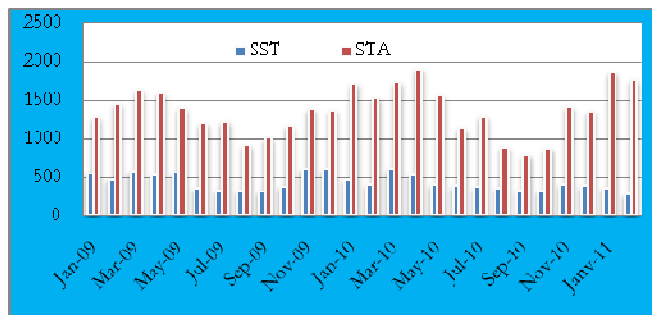
Les prix des produits pétroliers n'ont cessé d'augmenter depuis deux ans et influencent les prix du transport, donc celui des produits alimentaires. Le graphique ci-après montre que les prix de l'essence et du gasoil ont grimpé de 15% entre juin 2009 et février 2011. A ces deux facteurs conjoncturels d'augmentation des prix s'ajoute l'inflation traditionnelle.



La hausse des prix limite l'accès alimentaire des populations, du fait que les opportunités des revenus sont très faibles en milieu rural, dont la principale source est la vente de main d'œuvre agricole. Le coût de la main d'œuvre oscille entre 700 et 1 500 FBu dans les communes ou en milieu rural en général, et il faut ainsi au-moins quatre hommes-jours pour satisfaire les repas satisfaisants journaliers d'une famille (moyenne de cinq personnes, le panier de la ménagère coûte actuellement 5 300 FBu par jour).

La période de soudure est tout de même adoucie dans les régions du Mugamba et Bututsi qui disposent encore des stocks de maïs issu de la récolte de la saison 2011 A et dans les régions du nord et ouest du pays ayant enregistré les pluies précoces pour la saison 2011 B en cours. Ces dernières bénéficient ainsi des récoltes précoces de patate douce. Les plus vulnérables ayant été fragilisés par les mauvaises saisons antérieures sont, par contre, contraints à développer des mécanismes très sévères pour survivre en cette période de crise alimentaire.

La période de soudure sera très difficilement supportée dans les régions de l'est du pays dont la saison 2011 B a été retardée par le retard des pluies. Elle risque aussi de se prolonger jusqu'en juin 2011, soit un mois de plus que normalement.



5. Situation nutritionnelle

Les tendances de nouvelles admissions dans les services de prise en charge de la malnutrition aiguë restent toujours marquées par une allure ascendante saisonnière, variant sensiblement entre le mois de janvier et avril (voir figure ci-dessous). De manière particulière, les services de prise en charge des cas sévères du niveau de STA et SST des provinces du Nord – Est ont enregistré depuis fin octobre 2010 beaucoup de cas de malnutrition sévère liés à l'insécurité alimentaire exacerbée par une haute incidence de la rougeole dans le district de Vumbi qui représente 42% du total des cas admis dans le service de stabilisation nutritionnelle de la province de Kirundo au mois de mars 2011.

Le système de dépistage référence mis en place dans beaucoup de provinces du Nord –Est et du Centre – Ouest a permis au mois de mars l'identification précoce des cas de malnutrition sévère avant que leur état nutritionnel ne devienne critique. Ainsi, grâce à l'appui des agents de santé communautaire et l'introduction de la vérification systématique du statut nutritionnel de chaque enfant fréquentant le centre de santé, le niveau de

détection des cas commence à s'améliorer progressivement.

6. Réponses aux urgences

L'assistance humanitaire agricole octroyée pendant la saison 2011 B en cours a été orientée vers les sinistrés des conditions climatiques défavorables ayant prévalu pendant la saison 2011 A ainsi qu'en réponse à la problématique de réinsertion des rapatriements (spécialement ceux en installation dans les Villages Ruraux Intégrés), victimes de La Nina et des orages de grêle.

Le programme d'assistance d'urgence de la FAO mise en place de la saison 2011 B a permis à 62 650 ménages d'avoir accès aux semences à au travers les Foires aux Semences et la mise à leur disposition d'outillages agricoles et semences maraîchères. En plus, en appui aux OPA structurées pour la production des semences de qualité diversifiées, 4 540 ménages vulnérables ont été bénéficiaires de distributions des semences (haricot, arachides, soja) et 85 000 ménages ont reçu des boutures de patate douce et/ou manioc.

De plus, pour renforcer les moyens d'existence, 4 700 ménages ont bénéficié du programme de repeuplement (2 300 pour les poules pondeuses et 2 400 pour les caprins).

En complément à l'appui fourni par la FAO, GTZ a assisté 4 219 ménages tandis que l'ONG FH (Food for the Hungry) a soutenu 6 000 ménages vulnérables lors de la mise en place de la saison 2011 B.

Au cours du mois de mars, le PAM a assisté 244 531 bénéficiaires avec 1 626 tonnes de vivres, principalement à travers les programmes de Distributions Générales, Cantines Scolaires, Vivres Contre Travail, Alimentation des vulnérables en institution, Alimentation pour les Réfugiés et Rapatriés. Un déficit cumulatif de 1 922 tonnes pour toutes les denrées est prévisible entre mai et octobre, équivalant à environ 1,96 millions de dollars américains. Ce déficit affectera la mise en œuvre des activités du CP (Programme de pays) dont les cantines scolaires et l'assistance nutritionnelle aux groupes vulnérables.

Coup de projecteur : Cartographie de la sécurité alimentaire entre janvier et juin 2011

Le Burundi a adopté l'analyse de la sécurité alimentaire par l'application de l'outil du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité alimentaire (IPC) depuis 2007. Le huitième cycle d'analyse du genre a été conduit à Ngozi lors d'une retraite du 7 au 11 mars de trente huit cadres initiés à cet outil, pour établir la cartographie de la sécurité alimentaire de janvier à juin 2011. En plus des contraintes structurelles d'exiguïté des terres conséquentes à la surpopulation, d'infertilité des sols et d'une paupérisation en milieu rural, le phénomène climatique La Niña de fin 2010, les pluies diluviennes et la grêle de janvier et février 2011, les effets de la mosaïque sévère du manioc et de la montée des prix des produits alimentaires constituent les entraves majeures à la sécurité alimentaire du premier semestre 2011.

L'analyse dont il est question a établi que la population burundaise se retrouve entre les phases II d'Insécurité Alimentaire Limite et la phase III de Crise Alimentaire et Crise des Moyens d'Existence. La phase III se retrouve au niveau des populations les plus vulnérables des dépressions du Nord (région naturelle de Bugesera), les Dépressions de l'Est (région naturelle du Moso), les occupants des villages ruraux intégrés (VRI), les ménages vulnérables dont les cultures ont été hypothéquées par les pluies diluviennes et grêlueuses en haute et moyenne altitude ainsi que des populations de la commune Kabarore (province Kayanza). Les appuis octroyés dans les villages intégrés pourraient permettre une amélioration substantielle de l'accès alimentaire, cependant la crise alimentaire devient de plus en plus chronique dans les dépressions du nord et de l'est du pays. Les populations vulnérables de ces zones très fragiles font face à des déficits hydriques, aux effets de la mosaïque sévère du manioc, des prix très élevés dans un contexte de faible opportunité de revenus auxquels s'ajoutent le manque d'eau potable et un état sanitaire très précaire. Il en résulte ainsi des taux très élevés de malnutrition chronique, frôlant les 60%.

En rapport avec les résultats des saisons antérieures, une amélioration de phases est par contre relevée dans la plaine de l'Imbo. Cette partie du pays est géographiquement parmi les plus exposées aux déficits hydriques mais offre un environnement opportun : culture maraîchère intensive principalement en villes de Bujumbura, cultures de riz à l'échelle industrielle adéquate pour la vente de main d'œuvre agricole, petits et moyens commerces importants et autres activités économiques accessibles aux personnes non qualifiées. Les appuis consistant menés dans cette zone par le gouvernement, la FAO et autres acteurs ont sensiblement renforcé la rentabilité des moyens d'existence de cette zone : la réhabilitation du réseau hydro-agricole, la lutte contre la mosaïque sévère du manioc, l'appui consistant au maraîchage, etc. Les actions menées dans la plaine de l'Imbo peuvent inspirer les acteurs du développement en sécurité alimentaire à face à l'insécurité alimentaire grandissante dans les dépressions du nord et de l'est du pays dont les microclimats sont similaires. En plus des problématiques structurelles et conjoncturelles de taille qui affaiblissent la disponibilité et l'accès alimentaire, l'attaque confirmée du flétrissement bactérien de la banane augmente les risques de dégradation de la sécurité alimentaire, spécialement dans les provinces frontalières avec la Tanzanie où la sévérité des attaques apparaît élevée.

Les assises de cette analyse IPC ont formulé quelques défis majeurs dont (i) le relèvement du niveau de disponibilité et d'accès alimentaire dans les zones qui sont en phase III IPC de crise alimentaire aigüe et crise des moyens d'existence ; (ii) la réinsertion socio-économique des rapatriés dans les sites en voie d'aménagement par le Gouvernement, en prenant en considération la précarité des ménages vulnérables du milieu d'accueil ; (iii) la minimisation de l'impact de la hausse des prix sur les ménages vulnérables ; (iv) la lutte inexorable contre l'attaque du flétrissement bactérien de la banane, récemment confirmée dans certaines communes limitrophes de la Tanzanie et de la RDC